



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,

Irina Bokova,

**à l'occasion de la séance publique du Parlement européen consacrée au
« Rôle de l'UNESCO dans la protection et la promotion de la diversité
culturelle », organisée par la Commission Culture et éducation du
Parlement européen**

Bruxelles, le 15 septembre 2015

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Membres du Parlement Européen,

Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir de participer aux travaux de cette Commission, et je voudrais remercier la Présidente Madame Silvia Costa pour cette invitation et pour son engagement sans relâche pour le patrimoine et la culture.

Cette journée de réflexion est aussi l'opportunité de souligner la force des liens qui unissent l'UNESCO et l'Union européenne.

Nos deux organisations ont été créées pour construire la paix, et l'Union européenne est l'exemple d'une réussite éclatante dans ce domaine, et une source d'inspiration en ces temps troublés.

Nos deux organisations partagent une même vision de la paix, fondée sur la compréhension mutuelle des différences, sur une conception positive de la diversité.

La devise Européenne est justement « *l'unité dans la diversité* » et cette position a été exprimée avec force il y a exactement 10 ans, avec l'adoption en 2005 de la *Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, dont l'Union Européenne est partie.

Cette convention s'appuie elle-même sur la *Déclaration universelle sur la diversité culturelle* adoptée par l'UNESCO en 2001.

Ces instruments sont parmi les plus importantes contributions de l'UNESCO pour la protection des droits humains et la construction d'une citoyenneté ouverte dans un monde globalisé.

C'est cette vision positive de la diversité culturelle que nous devons réaffirmer aujourd'hui, face aux défis qui secouent l'Europe et le monde – le nettoyage culturel au Moyen Orient, le défi des migrations et des réfugiés, le malaise identitaire qui traverse tant de sociétés.

Ce n'est pas un hasard si la diversité culturelle est prise pour cible, sous toutes ses formes, par les ennemis des droits humains : parce que la diversité culturelle incarne une liberté de pensée et de vivre qui leur est insupportable.

Cet effacement programmé de la diversité culturelle est un aspect central de la crise humanitaire et sécuritaire au Moyen Orient, et il suffit de regarder la carte de la région pour s'en convaincre – elle s'affiche ici à l'écran.

Les individus sont pourchassés pour des raisons culturelles et religieuses – Musulmans, Yezidhis, Shabaks, Assyriens, Chrétiens... leurs maisons marquées et leurs habitants forcés de fuir.

Le patrimoine culturel est pris pour cible, dynamité, bulldozé.

Vous voyez ici des images satellite de Nimrud, avant et après.

Vous voyez la mosquée et la vieille d'Alep, bombardés et détruits.

Des monuments irremplaçables, comme le site de Palmyre, sont dynamités... le grand Temple de Bêl, le temple de Baalshamin, les tours funéraires de Palmyre...

Nous ne parlons pas ici de vieilles pierres et de monuments seulement.

Ces destructions sont des crimes de guerre et sont utilisées comme des armes de guerre, pour accélérer la désintégration des sociétés.

Car il est essentiel de comprendre comment les extrémistes utilisent la culture dans cette stratégie de terreur – comment ils mettent en scène cette destruction sur Internet, comment ils utilisent le trafic des antiquités pour financer leurs activités criminelles – et poussent des populations démunies à brader leur patrimoine.

Cette dislocation culturelle fait partie intégrante de la crise humanitaire et sécuritaire... elle fabrique des populations déboussolées, sans repères, faciles à manipuler...

L'objectif est d'imposer une vision du monde où la diversité et donc la liberté n'a pas sa place, pour imposer le sectarisme.

La culture est visée parce qu'elle est le dernier rempart contre l'asservissement des esprits.

Elle porte l'unité d'un peuple, et des valeurs d'ouverture et de tolérance, comme à Palmyre qui incarne l'histoire des échanges entre les Romains et les Perses, l'Europe et l'Asie, le long des routes caravanières qui ont prospéré grâce au brassage culturel.

Le sacrifice de l'archéologue et grand humaniste Khaled Al Assad, Directeur du site de Palmyre et ami de longue date de l'UNESCO, torturé et tué par les extrémistes, nous montre clairement que ce qui est en jeu, ce n'est pas le passé glorieux d'un site – mais les valeurs que nous voulons transmettre pour l'avenir.

Khaled Al Assad est mort en héros pour protéger le patrimoine de l'humanité, et jusqu'au bout il a refusé de révéler l'emplacement de certaines pièces, parce qu'il était convaincu que la signification de Palmyre était plus importante.

La transmission de notre histoire est un besoin vital, essentiel à la vie humaine, comme respirer ou boire. Accepter qu'elle soit détruite, c'est déjà renoncer à une part d'humanité.

Notre réponse doit être par conséquent de protéger les populations et leur patrimoine, et surtout de réaffirmer une vision de l'humanité unie dans sa diversité, d'intégrer les aspects culturels et éducatifs dans les interventions d'urgence.

Il est essentiel de protéger ensemble le patrimoine et les civils – il n'y a pas à choisir entre les deux.

Il est essentiel d'investir massivement dans l'éducation des jeunes, des adolescents qui sont les premières cibles des marchands de haine, et il faut leur offrir très tôt, dans les camps de réfugiés, des perspectives qui les détournent de la violence, de la radicalisation, de l'exode ou de l'immigration.

Et c'est pourquoi les compétences interculturelles font partie du bagage indispensable de tout citoyen d'un monde globalisé, pour connaître sa culture, celle des autres, et les liens qui nous unissent – et ce travail doit se faire y compris en Europe.

C'est le message de la récente conférence des Nations Unies organisée à Paris et présidée par la France et la Jordanie sur la protection des victimes de persécutions au Moyen Orient, et du Plan d'action qui l'accompagne.

C'est le message de la Conférence de Milan au mois de juillet dernier, qui a permis la mobilisation de l'ensemble des ministres européens de la culture et au-delà – où l'Italie a lancé l'idée d'une Force d'action pour le patrimoine.

L'enjeu consiste en effet à construire des politiques capables de porter cette vision dans le monde actuel.

Tel est le sens de l'action de l'UNESCO.

Depuis le début du conflit, l'UNESCO alerte la communauté internationale – et a adopté deux résolutions en automne et en avril, qui ont nourri la résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies, au mois de mai, à l'initiative de l'Allemagne et de l'Iraq.

Ces résolutions s'appuient sur l'ensemble des Conventions de l'UNESCO, y compris la Déclaration concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel, adoptée en 2003.

J'ai lancé au mois de juin, à Bonn, une coalition mondiale pour la protection du patrimoine culturel, qui rassemble tous les acteurs, Etats membres, société civile et médias.

Dans l'immédiat, et faute de pouvoir intervenir sur place, la lutte contre le trafic illicite des biens culturels est la priorité numéro 1.

Nous travaillons avec le Conseil de sécurité pour mettre en œuvre la résolution 2199, adoptée en février, qui établit le lien entre le trafic et le financement du terrorisme et interdit le commerce d'objets culturels en provenance d'Iraq et de Syrie.

Ce trafic atteint des proportions inédites, et vous voyez ici des images des sites littéralement criblés de cratères de fouilles illégales – Apamée, Douras Europos, Palmyre.

Nous avons rassemblé l'ensemble des partenaires impliqués dans cette lutte – Interpol, l'Organisation mondiale des douanes, les musées, le marché de l'art, en lien avec les Etats Membres.

Nous travaillons avec le Conseil international des musées qui a publié une nouvelle Liste rouge des objets culturels en danger pour l'Iraq, comme il en existe pour la Syrie – un document central.

La Norvège, l'Allemagne, la Suisse, la Slovénie, ont renforcé leurs législations, le contrôle de la provenance des biens, et plus d'une trentaine d'Etats nous ont fait part de mesures similaires.

Certains pays, comme les Pays Bas, développent des programmes de formation des forces de douane et de police.

D'autres, comme l'Estonie, renforcent la coopération avec les acteurs du marché, et notamment les sites de ventes en ligne.

Les pays nordiques ont lancé une initiative conjointe pour lutter contre le marché noir – et la Suède travaille à la mise en œuvre d'une unité spéciale, sur le modèle des *Carabinieri* Italiens.

La France a renforcé la surveillance des flux financiers, et renforcé les mesures de contrôle et de *due diligence* pour faciliter les restitutions de biens volés.

L'Allemagne vient de lancer le projet ILLICID, en coopération avec l'UNESCO, qui rassemble l'ensemble des informations sur le patrimoine et le trafic illicite.

Nous travaillons avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - UNOSAT – pour évaluer en temps réel la situation du patrimoine en Syrie, en Iraq, en Libye, au Yémen.

Nous travaillons avec la Cour pénale internationale, pour lutter contre l'impunité des crimes envers le patrimoine, et c'est un enjeu très important.

La formation est un élément central de cette stratégie, car il faut réussir à faire travailler ensemble les douaniers, les experts, les policiers, des secteurs très différents.

L'Union européenne est un partenaire essentiel de cette action, et c'est pourquoi je suis très heureuse d'être ici.

Ensemble, nous avons lancé plusieurs plans d'action d'urgence pour la Syrie et l'Iraq, pour la formation des jeunes, contre la radicalisation de la jeunesse, pour la protection du patrimoine, notamment l'Observatoire du patrimoine culturel syrien.

En avril, le Parlement européen a adopté une résolution historique sur la "destruction de sites culturels perpétrées par ISIS / Da'esh".

Immédiatement après l'adoption de la résolution 2199 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Conseil européen a transposé au sein de l'Union l'interdiction du commerce des biens culturels d'Irak et de Syrie.

Une série de mesures ont été prises dès le début du conflit et ces mesures peuvent être encore renforcées.

Des directives existent, qui s'inspirent directement de la Convention de l'UNESCO de 1970 contre le trafic des biens culturels, et des travaux de la Convention UNIDROIT.

Je pense à la Directive 93/7 de mars 1993, qui permet la restitution d'un bien ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre vers un autre Etat membre.

Cette directive vient d'être considérablement renforcée, après plusieurs années de réflexions et de travail en commun avec l'UNESCO, par la nouvelle Directive 2014/60 du 15 mai 2014, qui renforce les moyens de contrôle à l'intérieur de l'Union avec :

- Un champ d'application étendu à tous les biens culturels ;
- Une extension du délai de prescription, de un an à trois ans ;
- Une plus forte coopération administrative entre les Etats grâce au Système d'information du marché intérieur ;
- Le renversement de la charge de la preuve pour l'indemnisation du possesseur de bonne foi – c'est désormais l'acheteur d'un bien volé qui doit prouver qu'il a tout fait pour vérifier la provenance de l'objet.

Ces évolutions représentent des avancées considérables, et reprennent les dispositions de la Convention UNIDROIT.

Les Etats membres ont jusqu'à la fin de l'année pour transposer cette directive, et l'UNESCO est prête à les appuyer en ce sens.

L'UNESCO est également prête à soutenir les efforts du Parlement et de la Commission pour renforcer les règles relatives à l'importation des biens culturels à l'intérieur de l'Union.

Il existe déjà des règles strictes pour l'exportation d'un bien culturel vers l'extérieur de l'Union, mais pour le moment, à l'exception des restrictions spécifiques à l'importation de biens culturels irakiens et syriens, il n'y a pas de règles générales de contrôle de l'importation au nom de la protection du patrimoine.

Il en existe pourtant pour la nourriture où les animaux sauvages.

Et puisque les pays de l'Union s'accordent, à juste titre, pour protéger leurs trésors nationaux, et empêcher qu'ils ne soient pillés, il serait normal d'avoir un dispositif symétrique pour empêcher que l'Union ne soit complice du trafic de biens spoliés en dehors de ses frontières, et qui arrivent sur son marché.

Je sais que la Commission prépare une étude pour examiner, d'ici à 2016, la pertinence de nouvelles règles dans ce domaine.

Je m'en réjouis, et l'UNESCO est prête à coopérer pleinement à cette réflexion.

C'est un sujet complexe, qui prendra du temps, mais en attendant une éventuelle harmonisation des dispositifs Communautaires, nous pouvons travailler concrètement dans plusieurs directions, par un ensemble d'outils directement opérationnels :

- Pour la formation des douaniers ;
- Pour la mise en réseau des experts et des bases de données pouvant certifier la provenance des objets saisis ;
- Pour la prévention et formation des professionnels du marché de l'art ;
- Et plus généralement pour la protection du patrimoine en danger, la documentation à grande échelle du patrimoine détruit, l'intégration de la culture dans les opérations d'urgence humanitaire et de maintien de la paix.

La coopération entre l'UNESCO et l'Union européenne peut être encore largement renforcée en ce sens.

Nous pouvons construire une nouvelle diplomatie culturelle, adaptée aux urgences et aux crises de notre temps, qui fait de la culture une vraie force d'influence, de paix et de développement.

La Déclaration universelle de la diversité culturelle, en 2001, a consacré son lien irréductible avec les droits humains...

La Convention de 2005 en a montré le potentiel de développement, d'innovation, de créativité.

Il faut aujourd'hui un troisième acte pour protéger la diversité en cas de crise, punir ceux qui la détruisent, et l'intégrer à notre logiciel humanitaire et d'intervention d'urgence.

La résolution du Parlement européen, actuellement en préparation sur la coopération de l'Union européenne avec le Système des Nations Unies est une occasion de le souligner.

Les Etats membres de l'UNESCO vont adopter une nouvelle stratégie pour la protection du patrimoine culturel, où la contribution de l'Union européenne est essentielle.

Ce sont autant d'opportunités à saisir, et j'ai l'intention de le faire.

Ladies and Gentlemen,

Protecting cultural diversity is more than a cultural issue.

It is an issue of citizenship.

It is about learning to live together.

It is about how we transform the wealth of ideas and cultures into a force of renewal and development, instead of distrust and fear and hatred.

Cultural diversity is a reality for all societies today – and this calls for new policies of inclusion and participation.

As we celebrate the 70th anniversary of UNESCO, and the 10th anniversary of the 2005 Convention for the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions, I believe we face a unique opportunity to build a “new compact for cultural diversity” – to renew with its importance for all societies today.

At a time of economic and social crisis, we see societies closing against ‘Others’ – the refugee crisis is a telling example, putting European values and solidarity to the test.

More than ever, we need new forms of cultural literacy, between and within societies, especially among young people, to enhance respect for the diversity that enriches us and the human rights that bring us together.

This is key to any response to the crisis in the Middle East.

This region has never been so young, with one third of its population -- 100 million strong -- between the ages of 15 and 29.

Too many of them have been out of school for too long – this is a lost generation in the making, vulnerable to the hatred and distortions of extremists who seek to exploit despair.

We need to provide them with skills to resist radicalization, to rebuild confidence, to engage positively in their societies.

We need to harness the power of culture as a force for creativity, reconciliation, and unity.

This is why we need to strengthen the role of culture and education in all strategies for peace -- because, this is not only a cultural and educational issue, it is a humanitarian and security imperative.

Together with the European Union, we have built strong tools to tackle these issues, and we can do more, as I have discussed with the Luxembourg Presidency recently.

Together, we have launched the groundbreaking *NET-MED Youth Project*, to empower youth and connect youth networks in 10 countries in the Mediterranean, to open up opportunities for civic engagement and participation.

With the support of the European Union, UNESCO is working to bring education to refugee camps in Jordan, in Syria and in Iraq to support young women and men, who are so vulnerable to violence and the lure of extremism.

I have visited some of these refugee camps in Jordan, and I have seen for myself the huge impact of these programmes.

These are projects we can duplicate and scale up.

It is vital for all programmes to include the teaching of cultural diversity, in situations where populations are extremely diverse and must overcome difficulties together.

This is why we must teach about the cultural heritage of humanity, about cultural diversity in schools.

This is why I launched the #Unite4Heritage campaign, last March in Baghdad, to create a global movement for cultural diversity, as the language of freedom and human dignity.

I have been twice to Iraq over the past year, and this is precisely the message I heard from Prime Minister Al-Abadi:

Ignorance is our public enemy number 1, as Youth who do not know their own story are easy targets to the distorted discourses of extremists: they reject their neighbors and do not realize they are brothers.

This is true in Iraq and in conflict situations, but it is also true in Europe, where nothing could be more dangerous than letting hatred and rejection of 'others' take root across the continent – history offers strong reminders to us all of the dangers ahead.

This is why also UNESCO is committed to teach about the history of the Holocaust, and the lessons we can draw from the past, to prevent future mass violence and genocides, to foster tolerance and human rights.

Mr Elmar Brok, chair of the European Parliament Committee on Foreign Affairs recently said it quite eloquently: "Tolerance means to treat others as equals and a democratic state must not allow all to live according to their convictions at the moment we are seeing belief being used as an excuse of imposing one's view of the absolute truth and this claim that human life does not count."

This idea is at the heart of UNESCO's Global Citizenship Education Programme which is key to equip people with the skills they need to live together, and this is precisely the vision we have put forward in the post 2015 UN development agenda, under goal n°4 on quality education for all.

In times of trial, we can see also positive examples, and we must build on these.

In 2012, the city of Timbuktu suffered also from the destruction of its cultural heritage. Armed groups targeted 14 sacred mausoleums of the city, inscribed on the UNESCO World Heritage list.

I went there in 2013, with the President of France François Hollande, and I made the promise that UNESCO would rebuild these monuments.

We did it.

I was in Timbuktu last July, to celebrate the reconstruction of the 14 mausoleums.

I have seen the joy of the people there, and how they care about their cultural heritage, as a source of strength and confidence to look into the future.

I saw how important it was, for them, to recover this heritage as a legacy of a thousand years of wisdom and knowledge from their own ancestors, to feel empowered and dignified.

This reconstruction was made possible with the strong support of the European Union, and this bears witness to the values we share.

The same was true for the rebuilding of the Mostar Bridge in Bosnia and Herzegovina, 10 years ago, as a symbol of reconciliation and healing after a terrible war at the heart of Europe.

This shows that culture is stronger than hatred -- that whatever the obstacles, culture ultimately prevails.

Culture is not about stones and buildings.

Culture is about identities and belonging – it is about what defines us as human beings.

It is a force of resilience, a source of strength to face adversity.

It is a force for dialogue among cultures, a path to reconciliation.

It is about making the most of our diversity as a wellspring for innovation, new ideas, new thinking.

It is a driving motor for more sustainable and meaningful development, fostering ownership and people's engagement.

This is precisely what we need today, and this guides all UNESCO's efforts to integrate the role of culture as a driver of sustainability in new global sustainable development agenda.

This is also the spirit of the Expert Facility we have built together, to support 13 developing countries in boosting their cultural industries as a driver of growth and inclusion.

This is the spirit of UNESCO's International Fund for Cultural Diversity – it has already supported over 80 projects in some 50 countries, in order to harness the power of creativity and cultural industries to transform societies.

Across the world, and here in Europe, I have seen how culture provides dignity, how it helps tackle social and economic challenges, how it strengthens confidence to build a better future.

This is why we should integrate culture and education at the core of our strategies to build peace and development.

This is where I believe our cooperation with the European Union can grow stronger – and I am here to express my determination to work with the European Parliament to make this happen.

Thank you.